



Communiqué de presse

Non à la répression à l'université de Franche-Comté

Le 14 février 2017, le président de l'université de Franche-Comté a fait intervenir la police dans la salle du Conseil d'Administration pour "évacuer" 16 étudiant-e-s, une lycéenne et deux jeunes militants. Ils/elles protestaient contre l'application, sans débat et sans information de la communauté universitaire, de la réforme des masters.

Les organisations signataires affirment leur soutien plein et entier aux 19 jeunes ainsi qu'aux membres du conseil d'administration choqué-e-s par la violence disproportionnée de l'intervention policière, alors même que la CPU affirme dans un [communiqué](#) du 17 février : « L'université est un lieu de dialogue où l'expression libre et le respect de la parole de l'autre doivent être garanties, la brutalité, l'agressivité, la violence n'y ont pas leur place ».

Le président Jacques Bahi ne s'est pas montré pendant cette pseudo "occupation". Il a préféré faire fi de la franchise universitaire plutôt que de chercher à dialoguer. C'était par ailleurs la troisième fois en quatre mois que ce président faisait entrer la police dans l'université.

Suite à cette intervention policière, dix-sept jeunes ont passé 24 heures en garde à vue. Deux autres y ont passé 45 heures, dont l' élu AMEB Solidaires Étudiant-e-s au C.A.

La procureure de la république a parlé de "violences psychologiques". Le président Jacques Bahi a annoncé avoir saisi la section disciplinaire. Des plaintes auraient été déposées pour "séquestration" alors que la porte de la salle du conseil est restée ouverte.

Considérant que le refus du dialogue et de la confrontation de points de vue est un déni de démocratie qui foule aux pieds les principes mêmes de l'université, les organisations signataires demandent :

- une enquête administrative pour faire toute la lumière sur cette affaire,
- le retrait des plaintes contre les 19 militant-e-s,
- l'abandon de toute procédure disciplinaire à l'encontre des 16 étudiant-e-s.

Signataires :

CGT-INRA, CGT FERC Sup, SNTRS-CGT, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNPREES-FO, SUD Recherche-EPST, SUD Éducation, Solidaires étudiant-e-s

Paris, le 3 mars 2017